



GHT SOMME LITTORAL SUD
DIRECTION DES ACHATS
Service juridique des contrats

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES

Le Pouvoir Adjudicateur :

C.H.U. AMIENS PICARDIE – Etablissement support du GHT SLS
1 rond-point du Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

Audit, renouvellement et Certification QUALIOPi des organismes de formation

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à
R.2161-5 du Code de la commande publique



Sommaire

Le Pouvoir Adjudicateur :	1
C.H.U. AMIENS PICARDIE - Etablissement support du GHT SLS	1
La procédure de consultation utilisée est la suivante :	1
1. Dispositions générales du contrat	4
1.1. Objet	4
1.2. Type et forme de l'accord-cadre	4
1.3. Représentation des parties	5
1.4. Réalisation de prestations similaires	5
1.5 Sous-traitance	5
2. Pièces contractuelles	5
3. Protection des données à caractère personnel	6
3.1. Description du traitement des données à caractère personnel	6
3.2. Obligations du titulaire	6
3.3. Autorisation de désignation d'un autre prestataire	7
3.4. Droit d'information des personnes concernées	7
3.5. Exercice des droits des personnes	7
3.6. Notification des violations de données à caractère personnel	7
3.7. Aide au titulaire dans le cadre du respect par l'établissement concerné de ses obligations	8
3.8. Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
3.9. Sort des données	8
3.10. Délégué à la protection des données	8
3.11. Registre des catégories d'activités de traitement	9
3.12. Documentation	9
3.13. Obligations de l'établissement concerné	9
4. Durée et modalité d'exécution	9
4.1. Durée de l'accord-cadre	9
4.2. Modalités d'exécution	10
5. Prix	10
5.1. Caractéristiques des prix	10
5.2. Contenu des prix	11
5.1. Variation des prix	11



6.	Avance	12
6.1.	Conditions de versement et de remboursement.....	12
6.2.	Acomptes et paiements partiels définitifs	12
7.	Règlement des comptes	13
7.1.	Mode de règlement.....	13
7.2.	Présentation des demandes de paiement des établissements du GHT	13
7.3.	Intérêts moratoires	14
7.4.	Modalités de règlement du prix.....	15
7.5.	Délai global de paiement	15
7.6.	Règlement en cas de cotraitants.....	15
7.7.	Règlement des sous-traitants	15
8.	Clauses de réexamen.....	15
9.	Pénalités	16
9.1.	Pénalités pour retard	17
9.2.	Pénalité pour travail dissimulé.....	17
9.3.	Pénalités pour violation d'une obligation de sécurité ou de confidentialité	17
10.	Droit de la propriété intellectuelle	18
10.1.	Régime des droits	18
10.2.	Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....	18
10.3.	Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance ..	19
10.4.	Droits du titulaire.....	19
11.	Vérification et achèvement des prestations ou missions.....	19
11.1.	Vérification des prestations.....	19
11.2.	Décision après vérification	19
12.	Assurances	19
13.	Résiliation.....	19
13.1.	Conditions de résiliation.....	19
13.2.	Résiliation pour cas de force majeure	20
13.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
14.	Clauses complémentaires	20
14.1.	Lutte contre les discriminations	20
14.2.	Obligation de confidentialité	21



14.3.	Stabilité des équipes proposées	21
14.4	Changement de domiciliation bancaire	21
14.5.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	21
15.	Différends et litiges	22
16.	Déroptions au CCAG applicable	22

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet

Le présent accord-cadre, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet de confier à un prestataire accrédité QUALIOPi, les missions d'accompagnement, d'audit de certification et renouvellement de certification « QUALIOPi » pour les organismes de formation des établissements suivants :

- **Centre Hospitalier de Montdidier-Roye**
- **Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie.**

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Type et forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Conformément aux articles L2113-11 et R2113-2 du code de la commande publique, le GHT Somme Littoral Sud ne peut allouer géographiquement ou techniquement le présent accord-cadre, sauf à restreindre la concurrence et rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum global de 60 000€ HT toutes périodes de reconductions comprises, défini par établissement comme suit :

Etablissements	Montants maximums par période	Montants maximums toutes périodes confondues
CHU Amiens Picardie	10 000€ HT	40 000€ HT
CH Montdidier-Roye	5 000€ HT	20 000€ HT



1.3. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le donneur d'ordre désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du contrat et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

1.4. Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.5 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée au sens de l'article L.2193-2 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG PI.

En outre, le Titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :



- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - o Annexe 2 : Le Taux d'escompte (pour le CHU Amiens Picardie uniquement) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les modifications de marché, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les bons de commande.

3. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

3.1. Description du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'établissement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

3.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'union européenne, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert des données vers un pays tiers ou une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.



3.3. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autre prestataire. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernés, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

3.4. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient aux établissements de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

3.5. Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide les établissements à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@chu-amiens.fr pour ce qui concerne le CHU Amiens Picardie.

3.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'établissement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48h après en avoir pris connaissance et par écrit.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'établissement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données)



- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

3.7. Aide au titulaire dans le cadre du respect par l'établissement concerné de ses obligations

Le titulaire aide l'établissement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

3.8. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

3.9. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

3.10. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'établissement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.



3.11. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'établissement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'établissement,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

3.12. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'établissement, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'établissement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3.13. Obligations de l'établissement concerné

L'établissement s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4. Durée et modalité d'exécution

4.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé pour une première période ferme de 12 mois à compter de la date de réception de la notification par le titulaire, reconductible tacitement 3 fois 12 mois, pour une durée maximale (période initiale et reconductions successives) de 48 mois.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois fois un an pour une durée totale ne pouvant excéder 48 mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction en vertu des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée sera adressée par tout moyen attestant de la date et de l'heure de réception au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée (la date anniversaire de la réception de la notification par le titulaire de l'accord-cadre).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pour une durée d'exécution ne pouvant aller au-delà de trois mois.

4.2. Modalités d'exécution

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront, à minima :

- Le numéro et la date de commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La référence à l'accord cadre ;
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande ;
- Le ou les lieux et délais d'exécution ;
- Tout autre renseignement utile.

Seuls les bons de commandes signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commandes est la personne désignée par la direction compétente de l'établissement.

Les bons de commande sont notifiées au titulaire par courriel, télécopie ou à l'adresse postale du candidat aux coordonnées renseignées en préambule du présent contrat.

Les parties conviennent d'accorder même force probatoire aux documents transmis par courriel que ceux transmis en original. Ainsi, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à conserver lesdits courriels qui, dans ces conditions, constitueront des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du Code civil. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait un groupement, ils seront adressés au mandataire.

5. Prix

5.1. Caractéristiques des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement (Annexe 1). L'unité correspond à un forfait selon les prestations décrites dans le BPU, l'offre technique du titulaire et le CCTP. Les prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées, et feront l'objet de bons de commande.

5.2. Contenu des prix

Le prix comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché et notamment le temps passé sur site, en cabinet, les frais de fonctionnement et de secrétariat, les frais de déplacement, le coût des livrables, la cession des droits de propriété intellectuelle ainsi que les frais généraux et fiscaux.

5.1. Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont ensuite révisables, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de l'accord-cadre, soit la date de notification de l'accord cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 (avril 2025) correspondant au mois précédant le mois de remise des offres.

Ainsi, les prix sont révisés annuellement, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times (\text{Syntec rev}(n) / \text{Syntec rev}(0))$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé du marché ;
- P(o) est le prix initial indiqué au BPU et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois "zéro" (Mo)
- au dénominateur (Syntec rev(0)), figure la valeur de l'indice 3 mois avant le mois « zéro » Mo
- au numérateur (Syntec rev(n)), figure la valeur de l'indice 3 mois avant la date d'anniversaire ;

L'indice de référence choisi en raison de sa structure dans la révision des prix faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC REVISE.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

Cet indice est établi mensuellement par la fédération SYNTEC (Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante:

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).



Modalités :

Le titulaire s'engage sous peine de forclusion, à notifier la révision de prix du BPU à l'établissement support du GHT Somme Littoral Sud, par mail à l'adresse direction.achats-ght@chu-amiens.fr et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du mail doit nécessairement figurer le code : REV + numéro de l'accord-cadre affecté + numéro de lots concernés le cas échéant ;
- Ce mail doit contenir les nouveaux prix révisés, hors taxes (proposition de révision) sous un délai de **2 mois minimum avant la date d'échéance annuelle de l'accord-cadre**. Le titulaire rappelle dans sa révision de prix chacune des références et des termes de ses calculs. Si la demande est incomplète, la direction des achats demande des compléments ou des explications au Titulaire.

Dans l'hypothèse où les tarifs seraient transmis « hors délais » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être révisés. Par conséquent, les tarifs de l'année n seront appliqués sur l'année n+1.

Sous réserve de l'acceptation de la direction des achats, qui est nécessairement expresse, les prix révisés sont appliqués à compter des prestations réalisées à partir de la date anniversaire du marché.

Taxes sur la valeur ajoutée

Le taux de TVA de l'accord-cadre est celui en vigueur en France au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

6. Avance

6.1. Conditions de versement et de remboursement

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000€ HT par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

6.2. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés après service fait; dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI, sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique.



7. Règlement des comptes

7.1. Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires.

A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

7.2. Présentation des demandes de paiement des établissements du GHT

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Pour plus d'informations, vous pouvez accéder au site :
<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les bons de commande émis par l'établissement mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO.

Les SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts sont :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
Centre Hospitalier Universitaire Amiens-Picardie	268 000 148 00125
CHI de Montdidier-Roye	268 000 163 00017

7.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux articles L2192-13 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.



A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

7.4. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG PI.

7.5. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.6. Règlement en cas de cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

7.7. Règlement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre

des clauses de réexamen suivantes :

8.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

8.2 Modification de la réglementation

En cas de changement de législation ou de réglementation en vigueur et devant s'appliquer aux parties, tout au long de la durée de l'accord-cadre et à tout moment, en particulier, si les fournitures ou les prestations cessent d'être conformes à la législation en vigueur, dès qu'il en a connaissance, le titulaire devra en informer l'établissement, sans délais.

Le titulaire devra proposer à l'établissement toutes les modifications qu'entraînerait l'évolution de la réglementation à laquelle les prestations objet de l'accord-cadre sont soumises. L'accord-cadre pourra être modifié pour prendre en compte ces changements par le biais d'un avenant.

9. Pénalités

Les documents à produire par le titulaire doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Les pénalités sont recouvrées par l'émission d'un titre de recette entraînant l'obligation, pour le titulaire, de procéder au règlement dans les délais impartis. Cette émission intervient sans préjudice des autres mesures pouvant être prises par le pouvoir adjudicateur pour garantir l'exécution conforme des obligations contractuelles.

À défaut de paiement dans le délai requis, l'administration pourra, conformément aux règles de la comptabilité publique, procéder au recouvrement des sommes dues par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues par la titulaire auprès du pouvoir adjudicateur. Cette compensation sera effectuée sous le contrôle du comptable public et dans le respect des procédures applicables. Si la compensation s'avère impossible ou insuffisante, d'autres voies de recouvrement pourront être engagées, dans le respect de la réglementation en vigueur. »

9.1. Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- En cas de retard de la mise en place de la prestation conformément à la date fixée au calendrier d'exécution, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré jusqu'au commencement réel de la prestation ;
- En cas de retard dans l'exécution de ses prestations ou de remise des livrables conformément aux délais qu'il a lui-même fixé dans son calendrier d'exécution, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré.

9.2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.3. Pénalités pour violation d'une obligation de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du contrat à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations

confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du contrat à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

10. Droit de la propriété intellectuelle

Il est entendu par « résultats » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont livrés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, à l'exception des connaissances antérieures, conformément à l'article 32 du CCAG-PI.

10.1. Régime des droits

Pour l'utilisation des résultats correspondant aux besoins exprimés dans le CCTP et dans le présent CCAP, le titulaire accorde à l'acheteur au titre de l'article 35 du CCAG-PI les droits suivants :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, y compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

10.2. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le titulaire de l'accord-cadre cède à l'acheteur, sans rémunération supplémentaire, les droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats. Ainsi, il cède à titre non exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 35 du CCAG PI, tels qu'applicables au marché.

Par ailleurs, conformément à l'article 35.2.1, le titulaire cède à titre exclusif les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur, de promouvoir l'acheteur et notamment ses missions de service public, ainsi que les résultats confidentiels.



10.3. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent l'accord-cadre et lui permettant de rétrocéder ces droits à l'acheteur à l'issue de l'accord-cadre.

10.4. Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoirs faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

11.Vérification et achèvement des prestations ou missions

11.1. Vérification des prestations

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de remise des livrables, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

11.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

12.Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13.Résiliation

13.1. Conditions de résiliation

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En sus, les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2. Résiliation pour cas de force majeure

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation, et sans indemnités en cas de force majeure, de cause extérieure aux partenaires de l'accord-cadre et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci.

13.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14. Clauses complémentaires

14.1. Lutte contre les discriminations

Le titulaire et ses co-traitants veillent à l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- L'interdiction des discriminations en matière d'embauche (art L. 1132-1 du code du travail)
- L'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (art L.1132-1 du code du travail)

- Les obligations vis-à-vis des représentants du personnel (art L. 2323-57 et 2323-47 du code du travail)
- L'information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (art L. 1153-1 à -6 du code du travail).

14.2. Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

14.3. Stabilité des équipes proposées

Le titulaire s'engage à garantir la stabilité de l'équipe proposée dans son offre.

Le / les établissements devront être avisés par écrit de tout changement au sein de l'équipe. Le titulaire veillera, en cas de remplacement à proposer un profil équivalent.

Le/les établissements se réservent le droit de demander le remplacement d'un membre de l'équipe mis à sa disposition, le titulaire devra alors proposer un membre en remplacement.

Le titulaire devra obligatoirement désigner un référent responsable de la qualité d'exécution de la prestation et qui sera l'interlocuteur privilégié du/des établissement(s).

14.4 Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du CHU Amiens-Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

14.5. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.



Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

15. Différends et litiges

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier

80 000 Amiens

Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

16. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG PI auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Pièces contractuelles	4.1
Délais d'établissement des documents	28.4.2
Pénalités pour retard	14
Résiliation	41.5